

Introduction

Les transformations économiques, l'essor des inégalités, l'individualisation accrue des relations sociales forment des traits saillants d'un XXI^e siècle où l'humanité doit faire face à de nouveaux défis. Les matériaux pour penser les trajectoires de nos sociétés n'ont jamais été aussi nombreux. Mais l'histoire économique et sociale, en position de force en France dans le champ historique des années 1940 à 1980, a été particulièrement fragmentée par les changements de paradigmes des sciences sociales et la parcellarisation du territoire de l'historien qui l'ont accompagnée. Dans ce domaine-là, peut-être plus encore que dans d'autres, l'expression « histoire en miettes » semble parfaitement adaptée ¹ bien qu'il existe d'importants ouvrages et articles qui participent d'une volonté de clarification et de compréhension d'ensemble. Du côté de l'histoire économique, les deux ouvrages dirigés par Jean-Claude Daumas, *Faire de l'histoire économique aujourd'hui* et *L'histoire économique en mouvement*, en sont représentatifs ². Un peu plus récemment, Mark Granovetter s'est efforcé de synthétiser dans *Société et économie* ³ les principes et cadres analytiques de la nouvelle sociologie économique, dont il a été un des fondateurs. Dernièrement, Claire Lemerrier et Pierre François ont cherché à rénover les grands récits des transformations du monde du XVII^e au XXI^e siècle dans leur *Sociologie historique du capitalisme* ⁴. Tous ces travaux participent, à leur façon, à un renouvellement de l'histoire économique qui s'ancre fortement dans le social et, finalement, s'apparente assez nettement à la proposition que, nous-mêmes, nous faisons d'une « histoire sociale de l'économie », à partir de nos propres spécificités.

L'histoire sociale de l'économie est pratiquée de fait par un certain nombre d'historiens de l'économie ou du social sans que l'expression qui pourrait définir cette orientation de la recherche ne soit véritablement revendiquée ni même spécifiquement mise en avant sauf dans de rares cas ⁵. Cette formulation nous apparaît pourtant comme opératoire en ce qu'elle permet de souligner l'essentiel de ce qui concerne l'histoire, à savoir les hommes et leur organisation en société, interrogés sous l'angle des activités et des comportements économiques au sens très large. Autrement dit, l'ensemble des

1. Dosse, 2010.

2. Daumas, 2012, p. 19-58 ; Daumas (dir.), 2013.

3. Granovetter, 2020.

4. François et Lemerrier, 2021.

5. On pense particulièrement à l'article de González Arévalo, 2016, qui, à partir d'un tour d'horizon historiographique, définit les contours d'une histoire sociale de l'économie et un programme de recherche stimulant.

questions auxquelles veut réfléchir l'histoire sociale de l'économie consiste à saisir comment des actions importantes de la vie humaine (entreprendre, créer, produire, transporter, vendre, acheter) s'articulent et s'insèrent dans un ensemble social complexe. Beaucoup des questionnements fondamentaux de ce type peuvent se retrouver aujourd'hui dans les études rurales ou urbaines, de genre, sur le travail, les techniques, l'histoire culturelle, coloniale (liste non exhaustive et extensible à l'environnement). L'expression très générique, à caractère essentiellement institutionnel, « histoire économique et sociale » ne rend pas justice totalement à la démarche envisagée. Néanmoins, l'histoire sociale de l'économie est clairement une héritière de l'histoire économique et sociale des premières générations des *Annales*. Il est ainsi possible de reprendre mot pour mot la caractérisation que fait Maria Novella Borghetti du travail d'Ernest Labrousse, notamment son « Introduction générale » à *La crise de l'économie française à la fin de l'Ancien Régime et au début de la Révolution* (1944) : elle y évoque explicitement une histoire sociale de l'économie où « l'approche économique n'est qu'un moyen pour saisir efficacement le social »⁶.

Nous pensons qu'il existe un enjeu majeur aujourd'hui à poursuivre les liens si fortement avancés alors entre histoire sociale et économie, mais dans le cadre d'une vision renouvelée. Dans l'ancien modèle historiographique, l'approche menée posait par principe une influence de l'économie sur la société sans que les mécanismes concrets qui mettaient en œuvre cette influence ne soient toujours précisés ni décrits. D'autre part, ce que l'organisation sociale faisait à la vie économique était faiblement pris en compte. Les évolutions des questionnements des sciences sociales ont été pour cela très positives. En s'appliquant à prendre les acteurs au sérieux⁷, à comprendre la manière dont les normes, les règles, sont construites socialement, en réfléchissant en termes de stratégie, d'incertitude, de négociation au cœur du jeu social, ces transformations apportent une autre manière de penser l'histoire de la société et de ses liens avec l'économie. Il s'agit de comprendre en quelque sorte « ce qui se joue dans l'activité économique »⁸. Il faut préciser ici qu'il n'est pas question de renvoyer à des visions simplistes d'une science économique qui ne serait que limitée à proposer des principes de fonctionnement naturels et/ou universels, qui se mettraient en place de manière parfaite et, d'une certaine manière, automatiquement. Pierre Vilar, dès 1962, ne précisait-il déjà pas : « [...] ce sont aujourd'hui les économistes mêmes qui mettent en doute le sens de tout calcul "opérationnel", de toute projection "prospective", si l'on ne

6. Borghetti, 2005, p. 52.

7. Nous faisons, en particulier, nôtres les remarques de Bernard Lepetit (Lepetit, 1995b).

8. Fridenson, 2003.

tient pas compte de la réalité sociale, humaine, où ils devront s'appliquer. »⁹ De fait, plusieurs courants des sciences économiques contestant les *a priori* de la tradition néoclassique sont d'une aide majeure pour comprendre ce qu'est l'histoire sociale de l'économie. L'économie néo-institutionnelle pense concrètement les cadres organisationnels, les règles, les normes qui façonnent le fonctionnement concret de l'économie. C'est aussi le cas de l'économie des conventions, qui postule que les accords se construisent dans l'interaction sociale pour créer des formes de coordination qui permettent la vie économique. Enfin, la nouvelle sociologie économique participe de ce mouvement en étudiant la socialisation des comportements, en insistant sur le rôle du lien social, en s'appuyant sur le fait que les processus économiques ont toujours été au cœur de la société¹⁰. Cela conduit à questionner l'interaction permanente entre l'économique, le culturel et le socio-culturel¹¹. En somme, il s'agit de réfléchir à comment s'interpénètrent, dans les processus économiques, des logiques marchandes à d'autres qui ne le sont pas¹².

C'est l'ambition de cet ouvrage que de contribuer à « baliser » le champ de ce que nous appelons l'histoire sociale de l'économie et d'en proposer des contours, du moins certains d'entre eux. Il s'agit à l'évidence d'un programme bien vaste, impossible à mener dans l'exhaustivité, que nous ne faisons qu'ébaucher. Par ailleurs, notre travail s'inscrit dans le questionnement de l'historien sur son propre vocabulaire professionnel, participant à la nécessaire « réflexivité critique du langage des sciences humaines », comme le propose Olivier Christin dans son *Dictionnaire des concepts nomades des sciences humaines*¹³. Car, ce livre n'aurait sans doute pas vu le jour sans le hasard d'une rencontre, à l'université de Perpignan, entre deux chercheurs appelés à collaborer et qui se sont très vite engagés dans une réflexion autour de ce que pouvait être une histoire sociale de l'économie. De cette collaboration naquit un ensemble qui se structura rapidement par un cycle annuel de séminaires de recherches, des journées d'études¹⁴, l'ouverture d'un carnet de recherche¹⁵ et des échanges nourris avec des étudiants de master et des doctorants. Dans ce cadre-là, beaucoup de discussions ont été engagées et beaucoup d'idées ont été confrontées ainsi que de nombreux doutes. De là prit naissance l'aventure, peut-être risquée, de la réalisation

9. Vilar, 1977, p. 28-29.

10. Granovetter, 2020.

11. Smelser et Swedberg, 2005, p. 20 ; This Saint-Jean, 2005.

12. Vatin, 2013.

13. Christin (dir.), 2010, p. II.

14. En particulier, les « *Trobades d'història social de l'economia* – Rencontres d'histoire sociale de l'économie ».

15. hsehsa.hypotheses.org.

d'un dictionnaire qui présenterait les mots qui nous semblaient importants pour entrer dans le champ de cette histoire sociale de l'économie que nous convoquions bien souvent dans nos discussions, nos cours, nos séminaires. Nous le fîmes, chacun, à partir de nos différences mais aussi de nos larges points de convergences qui, finalement, fondaient le soubassement de notre collaboration. L'un de nous, contemporanéiste, apportait avec lui un point de vue d'histoire économique, construit dans l'histoire des entreprises « à la française », celle qui associe à la fois la réflexion sur l'organisation, sur les marchés et les techniques, mais aussi sur l'histoire concrète du travail et de la place du personnel dans les trajectoires de ces structures essentielles à la compréhension du monde contemporain. L'autre, moderniste « empiriste », attentif à l'histoire de la mobilité, qu'elle concerne des marchands, des transporteurs, des artisans, dont il suit, au plus près du sol, les trajectoires individuelles ou collectives. L'attention qu'il a plus particulièrement portée au franchissement des frontières, en adoptant une approche micro-analytique, le conduisit à s'intéresser à leurs rapports à l'autre et tout ce qui en découle, que ce soit la réputation et la confiance ou les questions touchant l'identité, en un mot à leur expérience.

Entre les deux auteurs, il existe certainement des différences d'approche, voire de positionnement, liées à la manière d'appréhender des corpus de sources, à la place à accorder à la théorisation ou à l'empirisme pour interroger les traces du passé, à la volonté de faire une histoire « au ras du sol » ou « par en haut ». Les discussions sur ces différentes approches sont certes importantes mais elles ne suffisent pas à écarter les nombreuses convergences qui rapprochent les points de vue. C'est notamment le cas de l'intérêt de jouer sur les échelles pour saisir les phénomènes, de la conviction de l'importance de la construction sociale, de la négociation permanente, par l'attention aux acteurs et la réflexion menée sur leur capacité d'action, entre les deux extrêmes que sont le déterminisme et le libre arbitre. La pratique converge aussi pour ce qui concerne l'intérêt au lien social, la valorisation de la pensée par cas, associée à la volonté de comprendre, pour paraphraser Pierre Vilar, ce que chaque aspect du réel peut servir à éclairer des ensembles¹⁶. En somme, la complémentarité est apparue progressivement comme assez naturelle, entre l'un qui considère qu'il est important de comprendre « en quoi la société compte » pour saisir les grandes transformations du monde économique et l'autre qui analyse en profondeur les sociétés anciennes à travers les comportements économiques des acteurs. Que cette rencontre et ces discussions aient eu lieu à Perpignan n'est certainement pas fortuit, en tout cas pas anodin. En effet, la position

16. Pierre Vilar, discussions dans Charle (dir.), 1993, p. 68-69.

de Perpignan permet d'avoir une vue privilégiée sur un espace au sein duquel elle se situe et qu'elle articule, entre Toulouse et Barcelone, entre la Catalogne, le Languedoc et leurs « périphéries », entre la France et le monde ibérique. L'extraordinaire vitalité de l'historiographie ibérique en général et catalane en particulier en histoire économique et en histoire sociale participe nettement de ces discussions et réflexions. Dans ces conditions, est apparue une certaine frustration de ne pouvoir disposer, pour approfondir, discuter et échanger, d'un outil de travail qui permettrait de poser simplement les bases de l'articulation entre histoire sociale et histoire économique, de donner une sorte de fil directeur entre divers champs de la recherche, souvent reliés, mais pas nécessairement faciles à recouper les uns par rapport aux autres. Cette frustration a été un des moteurs de la réalisation de cet ouvrage.

À partir de nos thèmes, sources, terrains et expériences de chercheurs, nous avons passé au crible de nos discussions des termes et notions qui nous paraissaient répondre à nos visions de l'histoire sociale de l'économie. Il s'agit donc bien d'un choix, mais d'un choix basé sur des arguments échangés. Nous appuyant sur nos domaines, de ce fait, c'est uniquement sur les époques moderne et contemporaine que porte notre propos et sur un espace qui concerne essentiellement l'Europe du Sud-Ouest, pensée, toutefois, en connexion avec le reste du monde. Vingt-sept concepts clefs ont été ainsi retenus ; ils sont présentés en suivant un format commun et en proposant, autant que possible, les renvois de l'un à l'autre afin de les faire dialoguer et de tenter de pallier la limite qui émane d'un dictionnaire, c'est-à-dire l'éparpillement et la dispersion qui pourraient aboutir à un manque d'unité du propos général. L'impression sera certainement celle-là mais nous espérons y avoir remédié au moins en partie. Les entrées ont été choisies pour leur importance à nos yeux, pour l'intérêt des problèmes qu'ils soulèvent et la place qu'ils ont pu prendre dans les discussions académiques ou, parfois, au contraire parce qu'il nous paraissait exister des manques (on pense, par exemple, à « Langue[s] »). Certaines sont des notions provenant surtout de la sphère de l'histoire économique (production, marché, consommation, conjoncture...). D'autres renvoient à des thématiques qui relèveraient *a priori* de l'histoire sociale (catégories sociales, association, famille, femmes...). D'autres encore ressortissent plus à des éléments de méthode mais pas uniquement (échelles, qualitatif-quantitatif, biographie...). Les lecteurs regretteront sans doute l'absence de tel ou tel concept ou l'insuffisance de traitement d'un aspect qui leur paraîtrait fondamental. Cela pourrait être particulièrement le cas pour « entreprise » ou pour « acteurs ». Ces deux termes, par exemple, nous sont apparus comme trop transversaux et imbriqués dans beaucoup des notions que nous avons retenues pour pouvoir être traités de façon isolée. Ainsi, nous ne

les avons pas inclus comme des entrées à part entière mais, chemin faisant, on les trouvera évoqués dans le corps de l'ouvrage. Ce dernier n'est quoi qu'il en soit pas un dictionnaire complet qui définirait tous les termes nécessaires à l'historien du social et de l'économie (d'autres instruments de travail existent en ce sens) mais son objectif est bien de définir des mots sélectionnés pour leur opérativité dans le travail d'enseignants et de chercheurs, termes qui indiquent d'emblée l'orientation de nos recherches et de nos questionnements. On pourrait parler de dictionnaire notionnel à travers lequel on lira un plaidoyer pour une certaine forme d'histoire et on trouvera des pistes de réflexions propres à intéresser tous ceux qui doivent comprendre ou qui font une histoire où les individus – les acteurs – et leurs actions ont quelque chose à nous dire de la société et même de l'homme. Dans tous les cas, notre ambition n'est autre que d'avoir voulu ouvrir quelques pistes que, nous-mêmes, nous continuerons à sillonner et approfondir car, comme tout chantier, celui-ci reste largement ouvert. Puisse ce travail être à l'origine de nombreux autres permettant de contribuer à mieux définir les contours de l'histoire sociale de l'économie.